



Fédération  
des sociétés  
d'histoire  
du Québec

**MÉMOIRE**  
**LE PLAN DE DÉVELOPPEMENT**  
**DURABLE DU QUÉBEC**

PRÉSENTÉ DANS LE CADRE DE LA CONSULTATION  
SUR LE PROJET DE PLAN DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DU QUÉBEC

Février 2005

## **Propos liminaire**

À titre d'organisme voué à la protection et la mise en valeur du patrimoine Québécois, la Fédération des sociétés d'histoire du Québec (F.S.H.Q.) est heureuse de constater que la protection du patrimoine culturel est l'un des quatorze principes sur lesquels le gouvernement du Québec s'appuie pour élaborer son plan de développement durable du Québec. C'est avec un grand intérêt que nous avons parcouru ce document de consultation. Comme plus d'un Québécois, nous ne pouvons qu'applaudir à la démarche du gouvernement québécois visant à établir un plan de développement durable pour le Québec, un plan qui saura respecter nos engagements face à l'Accord de Kyoto et surtout assurer aux générations futures l'accès aux ressources et au patrimoine dont nous avons nous-mêmes hérité. C'est ce qu'on appelle le « développement dans une perspective d'équité intergénérationnelle ».

## **Présentation de la Fédération des sociétés d'histoire du Québec**

La Fédération des sociétés d'histoire du Québec est un organisme à but non lucratif qui œuvre depuis 1965 à la promotion et à la valorisation de l'histoire et du patrimoine du Québec.

Elle est composée d'organismes regroupant des passionnés et des curieux de l'histoire locale, régionale et nationale, de l'histoire des familles, ainsi que de différentes facettes du patrimoine bâti, archivistique et ethnologique. En effet, 156 sociétés d'histoire et de généalogie du Québec et leurs quelque 35 000 chercheurs et auteurs en histoire, généalogie ou patrimoine, membres des sociétés d'histoire et de généalogie sont regroupés sous la bannière de la Fédération des sociétés d'histoire du Québec.

Différents événements et activités concernant l'histoire, la généalogie et le patrimoine jalonnent l'année des sociétés membres et de la Fédération des sociétés d'histoire du Québec. Les membres de la Fédération se réunissent deux fois l'an, soit lors du colloque automnal et lors du congrès annuel, au printemps.

Le site Internet de la F.S.H.Q., mis à jour régulièrement, offre divers renseignements sur les sociétés membres, leurs activités et celles de la Fédération, les prix d'excellence en histoire, ainsi que le texte intégral des numéros de la revue *Histoire Québec* et de son *bulletin Actualités Histoire Québec*.

La Fédération des sociétés d'histoire du Québec a pour mandat de :

- Regrouper et représenter les sociétés d'histoire et de généalogie, ainsi que les organismes similaires, auprès des diverses instances politiques et sociales;
- Favoriser et assurer une plus grande collaboration et une meilleure communication entre les sociétés;
- Offrir aux sociétés et à leurs membres une gamme de services pouvant autant répondre à leurs besoins réguliers qu'à ceux qui sont plus ponctuels;
- Favoriser le développement de la recherche en histoire locale, régionale et nationale ainsi que la publication de ses résultats;
- Publier annuellement trois numéros de la revue *Histoire Québec*;
- Vulgariser et valoriser l'histoire locale, régionale et nationale, de même que les multiples éléments du patrimoine culturel du Québec, afin d'en faciliter l'accessibilité à un large public;
- Préserver le patrimoine matériel et immatériel du Québec;

- Coopérer et collaborer avec les instances politiques et avec les autres organismes sociaux et culturels nationaux afin de faciliter la réalisation de son mandat.

Le conseil d'administration se compose d'onze personnes des différentes régions du Québec et il se réunit au moins cinq fois l'an. En outre, notre Comité du patrimoine, composé de neuf membres, se réunit régulièrement pour étudier les problèmes de protection et de mise en valeur du patrimoine au Québec, afin d'émettre les avis et prises de position publics de la Fédération en cette matière. La Fédération a son siège social à Montréal et elle bénéficie d'une subvention du ministère de la Culture et des Communications.

### **Commentaires sur le *Plan de développement durable du Québec***

La Fédération des sociétés d'histoire a particulièrement apprécié cet engagement du premier ministre Charest et de son gouvernement qui veulent inaugurer « *une nouvelle ère, celle de la réconciliation du niveau de vie, du mode de vie et du milieu de vie. Celle où le développement économique se fait non plus aux dépens, mais au profit de notre patrimoine environnemental et de l'épanouissement des personnes* ».

Le document avance une définition intéressante, à savoir :

*Développement durable : processus continu d'amélioration des conditions d'existence des populations actuelles qui ne compromet pas la capacité des générations futures de faire de même et qui intègre harmonieusement les dimensions environnementale, sociale et économique du développement.*

Nous présumons que le qualificatif « sociale » englobe la notion de « culture », mais nous aurions préféré que ce soit énoncé plus clairement, comme ce l'est du reste dans le principe 7, lequel est certainement le principe qui nous intéresse le plus, à titre d'organisme regroupant les quelques 35 000 personnes œuvrant bénévolement dans les domaines de l'histoire, de la généalogie, des archives et du patrimoine à travers le Québec. Ce principe 7, qui porte sur la protection du patrimoine culturel et dont le gouvernement du Québec entend tenir compte, stipule ce qui suit :

*Le patrimoine culturel, constitué de biens, de lieux et de paysages, est source d'identité, de fierté et de solidarité. Il transmet les traditions, les coutumes, les valeurs et les savoirs d'une société de génération en génération et sa conservation favorise l'économie des ressources. Il importe de procéder à son identification, sa protection et sa mise en valeur, en tenant compte des éléments de rareté et de fragilité qui le caractérisent.*

En outre, les deux principes suivants sont également d'un grand intérêt pour nous :

*Principe 8 : Prévention*

*En présence d'un risque connu, des actions de prévention et de correction doivent être mises en place, en priorité à la source, en utilisant les meilleures techniques disponibles à un coût économique acceptable.*

*Principe 9 : Précaution*

*Lorsqu'il y a un risque de dommage grave et irréversible, l'absence de certitude scientifique absolue ne doit pas servir de prétexte pour remettre à plus tard l'adoption de mesures effectives visant à prévenir une dégradation de l'environnement.*

Voilà là trois principes qui touchent au cœur de nos activités... et de nos combats quotidiens pour préserver et mettre en valeur le patrimoine bâti et autre qui nous a été légué par nos prédécesseurs et qui est essentiel pour assurer un sens d'identité, d'appartenance, voire de cohésion dans une société. Nous espérons donc ardemment que trois ministères en particulier, le ministère de la Culture et des Communications, le ministère des Affaires municipales, du Sport et du Loisir, ainsi que le ministre du Travail, qui, tous trois, ont beaucoup à voir avec ces enjeux, s'engageront fermement dans cette démarche qu'entend entreprendre le gouvernement québécois, et qu'ils travailleront étroitement avec la société civile pour assurer la protection et la mise en valeur du patrimoine culturel.

Car le patrimoine bien entretenu, bien géré et bien exploité peut devenir pour une collectivité une ressource non négligeable de devises, de retombées économiques, d'apport de capitaux locaux et étrangers, ainsi qu'une vitrine de la spécificité, de la diversité et même du savoir-faire d'un pays et de ses habitants. La sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine matériel et immatériel deviennent alors aussi importantes et aussi porteuses d'avenir que la gestion de la biodiversité et des écosystèmes de notre environnement.

Du reste, à la lecture de certaines phrases dans ce document de consultation, nous éprouvons des craintes. En effet, à la page 27, on peut lire ce qui suit :

*Éventuellement, un certain nombre des dispositions de la future législation pourraient s'appliquer, après consultation et concertation avec les parties intéressées, aux :*

- 1. organismes municipaux...;*
- 2. organismes scolaires et aux établissements de santé et services sociaux...*

Or, quand on parle de préservation du patrimoine bâti ou de paysages culturels ou patrimoniaux, ces organismes, les municipalités plus particulièrement, jouent un rôle déterminant, sinon prépondérant. Il nous semble donc qu'à moins de s'assurer de la participation étroite des municipalités, mais aussi des organismes scolaires, de santé et sociaux, il sera bien difficile d'appliquer les principes 7 à 9, puisque la plupart des décisions malheureuses prises à l'encontre du patrimoine le sont justement à ces niveaux... sans même, la plupart du temps, être soumises au gouvernement québécois. Cependant, pour ce qui est de la qualité de vie et du développement durable, ce sont plutôt les gouvernements ou administrations locales et régionales qui prennent les décisions. Les principes énoncés dans le document de consultation sont dans l'ensemble excellents, mais, sans l'obligation pour les autres niveaux de gouvernement de s'y conformer et de travailler à la réalisation de ce développement durable, ce ne seront jamais guère plus que de beaux principes.

Nous espérons donc que le projet de loi sera beaucoup plus clair à cet égard, et surtout beaucoup plus contraignant à l'endroit des autres niveaux administratifs, d'autant plus que le document laisse entendre que le cadre de gestion gouvernemental de ce plan « *visera... à favoriser la participation de toutes les personnes et de tous les organismes publics et privés à la mise en œuvre d'un développement durable au Québec* ».

Par ailleurs, si le gouvernement québécois finissait par donner suite au rapport Arpin et en venait à adopter une véritable politique du patrimoine, à laquelle devraient adhérer tous les organismes publics au Québec, déjà, on aurait franchi un grand pas.

Dans l'ensemble, bien qu'il n'approfondisse guère le sujet et s'en tienne pour le moment surtout à des généralités, ce document de consultation avance tout de même des principes de base et suggère une approche de

concertation et de contrôle qui nous rendent optimistes quant à l'avenir du Québec et, bien sûr, nous ne pouvons qu'adhérer entièrement à des déclarations comme celle-ci : « *Il importe... de concevoir une approche de la performance qui dépasse la seule idée du gain financier ou de la satisfaction immédiate des besoins individuels* », deux principes qui, malheureusement, semblent dicter un très grand nombre, sinon la vaste majorité, de décisions immobilières, urbanistiques et industrielles depuis plusieurs décennies. Les deux derniers siècles ont, sans l'ombre d'un doute, causé des dommages considérables à notre environnement et à la qualité de vie dans son ensemble; il importe qu'on mette un frein rapidement à cette course suicidaire aux bénéfices souvent bien éphémères.

## **Conclusion**

La Fédération des sociétés d'histoire du Québec et les sociétés qu'elle représente sont heureuses de cette initiative du gouvernement québécois et elles espèrent qu'elle débouchera rapidement sur une politique forte et prometteuse, tant pour notre patrimoine que pour le bien des générations futures. Elles espèrent aussi que soit inscrit dans la Charte des droits et libertés du citoyen québécois le droit inaliénable de vivre dans un milieu sain, un milieu où le patrimoine fait partie intégrante de l'environnement naturel et bâti, afin que nous puissions léguer aux générations futures l'héritage que nous avons reçu et fait fructifier, dans un esprit d'économie des ressources et en vue d'en assurer le renouvellement. Il nous fera plaisir d'y contribuer à la mesure de nos ressources, dès que l'occasion s'en présentera.